

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre  
CS 60036  
59820 GRAVELINES

Le 30/01/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/12/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **C&D FOODS France**

Impasse Jean Gutenberg  
Zone Industrielle de la Trésorerie  
62126 WIMILLE

Références : H:\\_Commun\2\_Environnement\01\_Etablissements\Equipe\_G3\C&D FOODS France (ex CN)\_Wimille\_070.03136\2\_Inspections\2022\_12\_06\_récolement\C&D Foods France\_wimille\_RAPVI\_0007003136.odt  
Code AIOT : 0007003136

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/12/2022 dans l'établissement C&D FOODS France implanté Impasse Jean Gutenberg Zone Industrielle de la Trésorerie 62126 WIMILLE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

récolement de mise en demeure

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- C&D FOODS France
- Impasse Jean Gutenberg Zone Industrielle de la Trésorerie 62126 WIMILLE
- Code AIOT : 0007003136
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société C&D FOODS FRANCE exploite sur la commune de WIMILLE un entrepôt autorisé au titre de la rubrique 1510 par arrêté préfectoral du 17/10/2002 modifié par arrêté préfectoral complémentaire du 14/06/2004.

Le bâtiment de stockage est constitué de 8 cellules d'une surface unitaire d'environ 4 800 m<sup>2</sup>. Les produits entreposés sont des aliments secs et humides pour animaux domestiques. C&D FOODS FRANCE héberge dans les cellules 7 et 8 de son entrepôt des aliments pour animaux appartenant à United Pet Food de même nature que ceux autorisés par l'arrêté d'autorisation.

La création d'une cellule de conditionnement de produits finis sur la plate-forme de distribution a été encadrée par arrêté préfectoral complémentaire du 14/06/2004.

A la suite de l'inspection du 06/08/15, l'exploitant a été mis en demeure de respecter les dispositions relatives à la protection contre la foudre de la Section III de l'arrêté ministériel 04/10/10 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- récolement de l'arrêté de mise en demeure du 19 octobre 2015

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Protection contre la foudre	AP de Mise en Demeure du 19/10/2015	/	Astreinte	

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au jour de l'inspection, aucun dispositif de protection ni aucune mesure de prévention n'a été mis en œuvre suite aux préconisations de l'étude technique foudre de 2015.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Protection contre la foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 19/10/2015
<b>Thème(s) :</b> Autre, Protection contre la foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  La société CONTINENTALE NUTRITION est mise en demeure de respecter sous 3 mois pour l'exploitation de son entrepôt de WIMILLE les dispositions relatives à la protection contre la foudre de la Section III de l'arrêté ministériel 04/10/10 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation</p>
<p><b>Constats :</b> Lors de l'inspection du 06/08/15, l'exploitant n'avait pas été en mesure de nous fournir la copie de l'étude de conception et la vérification initiale du dispositif de protection contre la foudre réclamée en 2008.  Dans un mail du 14 août 2015, il nous faisait savoir que la société BCM Foudre réaliserait l'étude technique, cependant aucun devis n'était fourni ni aucune date de remise de l'étude avancée.</p> <p>Lors de l'inspection du 6 décembre 2022, l'étude technique définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance n'a pu nous être présentée.  L'étude technique réalisée le 4 novembre 2015 par la société BCM Foudre nous a finalement été adressée le jour même par mail par le Responsable de la Plateforme  Cette étude montre que la protection actuelle n'est plus suffisante et propose des solutions de protection foudre pour chaque bâtiment concerné du site avec entre autre l'ajout de prises de terre et de descentes de paratonnerre</p> <p>L'étude recommande également la réalisation des travaux par un professionnel agréé Qualifoudre niveau C.</p> <p>Au jour de l'inspection, aucun dispositif de protection ni aucune mesure de prévention n'a été mis en œuvre suite aux préconisations de l'étude technique.  Cette situation n'est pas conforme à l'article 20 de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation qui impose l'installation de ces dispositifs de protection et la mise en place de ces mesures de prévention au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre.</p>
<b>Observations :</b> les protections et mesures de prévention préconisés dans l'étude technique n'ont pas été mis en œuvre dans les deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Astreinte

# ***Arrêté Préfectoral rendant redevable d'une astreinte administrative***

## **République Française**

### ***ARRÊTÉ du ... rendant redevable d'une astreinte administrative Installations Classées pour la Protection de l'Environnement Société C&D FOODS France à WIMILLE***

**LE PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS ;**

**Vu** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-3 ; L. 514-5 et R 181-46;

**Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, en particulier la section III ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 17 octobre 2002, autorisant la société C&D FOODS France à exploiter un entrepôt de stockage de matières combustibles sur la commune de Wimille ;

**Vu** l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 octobre 2015 imposant à la société C&D FOODS France le respect des dispositions relatives à la protection contre la foudre de la section III de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation dans un délai de 3 mois ;

**Vu** les constats effectués le 6 décembre 2022 par l'inspection des installations classées sur le site implanté Zone Industrielle de la Trésorerie 62126 WIMILLE exploité par la société C&D FOODS France dont le siège social est 19, rue Saint Vincent de Paul - BOULOGNE-SUR-MER (62203), desquels il ressort :

- que ladite société n'a pas procédé à la mise en œuvre des dispositifs de protection et mesures de prévention suite aux préconisations de l'étude technique foudre effectuée par la société BCM Foudre au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre tel qu'imposé à l'article 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé et ne respectant pas les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 octobre 2015;

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**Vu** le courrier en date du informant, conformément au dernier alinéa de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, l'exploitant de l'astreinte susceptible d'être mise en place et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

**Vu** les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du ;

**Vu** l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans le courrier du susvisé ;

**Considérant** que l'exploitant ne respecte toujours pas les dispositions de l'arrêté de mise en demeure susvisé ;

**Considérant** que ce non-respect constitue un manquement caractérisé à la mise en demeure issue de l'arrêté de mise en demeure susvisé et qu'il convient de prendre une mesure destinée à assurer le respect de la mesure de police que constitue la mise en demeure ;

**Considérant** qu'en conséquence n'ayant pas réalisé les aménagements prévus, l'établissement a pu bénéficier d'avantages concurrentiels ;

**Considérant** que l'absence de dispositif de protection et mesures de prévention contre le risque foudre augmente la probabilité d'occurrence d'un incendie sur le site ;

**Considérant** que l'absence de mise en œuvre des dispositifs de protection et mesures de prévention suite aux préconisations de l'étude technique foudre serait de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'Environnement ;

**Considérant** qu'il convient que la société C&D FOODS France satisfasse à ses obligations ;

**Considérant** que l'article L. 171-8-II du code de l'environnement prévoit que « Si, à l'expiration du délai imparti, il n'a pas été déféré à la mise en demeure, l'autorité administrative compétente peut arrêter une ou plusieurs des sanctions administratives suivantes ;[...]

4° Ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 15 000 € et une astreinte journalière au plus égale à 1 500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure. [...] Les amendes et les astreintes sont proportionnées à la gravité des manquements constatés et tiennent compte notamment de l'importance du trouble causé à l'environnement. » ;

**Considérant** qu'il y a lieu de faire application à l'encontre de la société C&D FOODS France des dispositions prévues par les articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement susvisé en mettant en place une astreinte administrative ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du PAS-DE-CALAIS,

## **ARRÊTE**

**Article 1** – La société C&D FOODS France, dont le siège social est situé 19, rue Rue Saint Vincent de Paul BP 169 à BOULOGNE-SUR-MER (62203), exploitant de l'installation sise Zone Industrielle de la Trésorerie sur la commune Wimille (62126) est rendue redevable d'une astreinte d'un montant journalier de cent euros jusqu'à satisfaction de la mise en demeure signifiée par l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2015 susvisé. Cette astreinte prend effet à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

L'astreinte peut être liquidée complètement ou partiellement par arrêté préfectoral.

**Article 2** - Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Lille, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 3** - Le présent arrêté sera notifié à la société C&D FOODS France et sera publié au recueil des actes administratifs du département du PAS-DE-CALAIS.

Ampliation en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du PAS-DE-CALAIS ;
- Monsieur le Trésorier Payeur Général de..... ;

- Monsieur le Maire de la commune de Wimille ;
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France.

chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.